

Solidarité internationale

rapport de 2008-2009



Table des matières

Justice mondiale et justice économique	1
Solidaires de nos consœurs et confrères colombiens	2
Changer les choses grâce au Fonds pour la justice mondiale	6
Carte du monde de la solidarité du SFCP	10
Travailler ensemble à l'édification d'un mouvement international	12
Solidarité = Action	15
Au pays	17
Justice et équité : Nous faisons partie d'une lutte mondiale.....	20
Les membres changent le monde	21

Le rapport du SFCP sur la solidarité internationale 2008-2009 est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique, 1375, boul. Saint-Laurent, Ottawa, ON K1G 0Z7. © CUPE 2009. On peut aussi se le procurer sur www.scfp.ca.

Imprimé par une entreprise syndiquée avec de l'encre à base d'huile végétale sur du papier recyclé contenant 100 % de matières recyclées après consommation, certifié par le Forest Stewardship Council.



100%

Références photographiques et légendes :

Photo de la page couverture : Manifestation contre l'emprisonnement de militants syndicaux aux Philippines

Texte : Rhonda Spence, avec Corina Crawley, Karin Jordan, Ron Verzuh, Barbara Wood et Carol Wood

Révision : Wendy Lyon et Marjorie Savoie

Supervision et coordination de la publication : Service des communications

Services de rédaction : DeGros Marsh Consulting

Conception et production : Nancy Poirier Printing

Photos : Alliance de la Fonction publique du Canada (pages couverture, 6), CoDevelopment Canada (pages 3, 4), Corina Crawley (page 14), Ian Clysdale (page 20), CUSO-VSO (page 7), Sébastien Goulet (page 1), Serge Landry (page 17), Kevin Rebeck (page 13), Rhonda Spence (pages 9, 12), Janet Szliske (page 3), Ron Verzuh (pages 2, 5, 18) et Carol Wood (page 8)

ISSN 1920-1478

Justice mondiale et justice économique

Avec la crise économique qui ne montre aucun signe d'essoufflement, le SCFP doit s'efforcer plus que jamais de promouvoir la solidarité dans le monde. Certes, les travailleurs canadiens ont été durement touchés, mais la corruption et les excès des entreprises ont fait encore plus de mal aux plus vulnérables – nos consœurs et confrères des pays en développement. L'impact de l'effondrement économique est encore pire dans les pays où les services publics ont été privatisés par ces mêmes entreprises coupables des bouleversements que nous connaissons aujourd'hui. Les accords de commerce nuisibles et l'inaction en matière de changements climatiques menacent de pauvreté extrême des millions de citoyens du monde.

Pour réduire la pauvreté et assurer un avenir à nos enfants et à nos petits-enfants, nous devons investir dans les services publics et dans la création d'emplois propres et verts, en plus de travailler en solidarité avec nos confrères et consœurs du monde. La santé économique de la planète sera assurée par l'accès à l'eau, à l'éducation et à des soins de santé publics de qualité, par la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, et par le respect des droits de la personne et des droits des syndicats – pas par le renflouage des riches.

À l'approche de notre congrès de 2009, nous devons réfléchir au programme de justice mondiale adopté dans le cadre du document d'orientation stratégique du SCFP. L'année dernière a marqué le début d'une nouvelle ère de solidarité mondiale. Les membres du SCFP ont pris cet engagement au sérieux et vous constaterez, à la lecture du présent rapport, que nous avons fait de grands pas à cet égard.



Jorge Enrique Robledo, sénateur du parti d'opposition colombien, visite le Canada.

Nous pouvons être fiers du travail accompli. Nous avons établi des objectifs clairs et nous avons progressé dans l'atteinte de nos buts. C'est un excellent départ – mais il reste tant à faire. Nous sommes déterminés à continuer sur cette voie. L'édification d'un mouvement mondial est un immense défi. Pourtant, avec nos alliés ici au Canada et nos syndicats partenaires du monde entier, nous savons que nous pouvons le relever.

Le président national,

Paul Moist

Le secrétaire-trésorier national,

Claude Généreux

Solidaire de nos consœurs et confrères colombiens

En Colombie, dont le dossier en matière de violations des droits de la personne est le pire des Amériques, le SCFP s'est concentré sur la solidarité avec les syndicalistes et leurs alliés communautaires. Depuis sa première tournée de solidarité en 2001, le SCFP s'est efforcé de sensibiliser les Canadiens aux terribles risques que courent tous les Colombiens qui travaillent en faveur de la justice sociale.

Plus de syndicalistes sont assassinés en Colombie que dans tout autre pays du monde – 2 694 y ont été tués depuis 23 ans. En 2008 seulement, sous la présidence d'Alvaro Uribe, 46 syndicalistes ont été assassinés, 157 ont été menacés, 15 ont été détenus arbitrairement, 13 ont été pris en otage et quatre sont disparus. La répression et la violence sont surtout le fait des paramilitaires qui, grâce à leurs liens directs avec le gouvernement, agissent dans l'impunité la plus totale, ou presque.

Pendant ce temps, le gouvernement colombien, poussé par les grandes entreprises, s'est mis en tête de privatiser tout

le secteur public et de permettre à des sociétés privées d'exploiter des terres détenues en commun par des communautés autochtones. Des millions de paysans ont dû quitter leurs terres et se sont retrouvés dans d'immenses bidonvilles.

Tournée des dirigeants syndicaux canadiens

Sensibles aux dangers qui menacent les syndicalistes colombiens et aux torts que cause l'exploitation commerciale non réglementée favorisée par les accords de libre-échange, les dirigeants de syndicats du secteur public canadien, dont le président national du SCFP Paul Moist, ont séjourné en Colombie du 18 au 25 juillet 2008.

Pendant leur tournée, ils ont pu constater eux-mêmes les violations des droits de la personne et des droits syndicaux, la pauvreté des conditions de travail et les effets de la privatisation. Ils ont participé à d'importantes rencontres avec des dirigeants de la Centrale unie des travailleurs



Dans une communauté pauvre surplombant Medellín, en Colombie.



(CUT), des membres du parti d'opposition Polo Democrático Alternativo, des leaders d'organisations autochtones, des membres de plusieurs organisations non gouvernementales, des représentants des peuples afro-colombiens et des militants de communautés de personnes déplacées. Ils ont aussi profité de l'occasion pour faire valoir leurs préoccupations auprès de représentants de nombreux secteurs de la société colombienne, dont le ministre colombien de l'Intérieur et d'autres représentants du gouvernement, ainsi que l'ambassadeur canadien.

Les dirigeants ont promis d'être la voix de ces groupes au Canada, de faire savoir aux Canadiens ce qui se passe vraiment en Colombie et de réclamer justice et démocratie, sans escadrons de la mort paramilitaires, ni exploitation commerciale. On peut trouver un compte-rendu de leur tournée, intitulé « Solidarité toujours », en ligne à <http://scfp.ca/justicemondiale/Solidarite-toujours>.

Une jeune syndicaliste colombienne au Canada

Pendant que les dirigeants syndicaux canadiens sillonnaient la Colombie, Maria Fernanda Bolaños, une travailleuse municipale colombienne, était au Canada, où elle est restée du 15 juillet au 15 août 2008. Son séjour avait été organisé par le SFCP au nom du groupe Frontlines, une coalition de syndicats du secteur public travaillant avec des syndicats de services des premières lignes en Colombie.

Le syndicat de la consœur Bolaños, le SINTRAEMSIRVA, représente autour de 450 travailleurs à Cali, en Colombie. La mère monoparentale de 34 ans a raconté son expérience et expliqué qu'elle était menacée par les groupes paramilitaires qui lui reprochent son militantisme syndical ouvert, comme ses rencontres avec des élus, des dirigeants syndicaux, des travailleurs municipaux, des journalistes et d'autres.

Malheureusement, le 26 mars 2009, les travailleurs d'EMSIRVA ont été évincés de leurs lieux de travail et empêchés d'y retourner par des policiers anti-émeute. Les protestations des membres ont été



La consœur Maria Fernanda Bolaños avec Jim Daily (section locale 825) en C.-B.



*Les leaders syndicaux colombiens
Carlos Gonzalez et Maria Victoria Erazo.*

réprimées par des gaz lacrymogènes, des matraques et des canons à eau. La liquidation de l'entreprise du secteur public est maintenant terminée et tous les membres syndiqués ont perdu leur emploi.

La campagne continue

Depuis la tournée des dirigeants, le SCFP s'est joint à la campagne du Congrès du travail du Canada pour s'opposer à l'Accord de libre-échange Canada-Colombie et a participé à une campagne de lobbying auprès des députés fédéraux.

En mars 2009, la solidarité entre syndicats et organisations communautaires progressistes du Canada et de la Colombie a permis à Jorge Enrique Robledo de venir au Canada pour y prendre la parole devant le sous-comité parlementaire sur le commerce. M. Robledo est membre du Polo Democrático Alternativo et du sénat national de Colombie. Il a aussi parlé aux membres du Conseil exécutif national du SCFP, en insistant sur l'importance de poursuivre la campagne contre l'Accord de libre-échange Canada-Colombie.

Déclaration conjointe des dirigeants syndicaux canadiens Colombie, juillet 2008

« Nous nous sommes rendus dans les bidonvilles de Cali, appelés Agua Blanca (eau blanche), et dans la favéla de La Onda, qui surplombe Medellin. Nous y avons vu une pauvreté abjecte, résultat de décisions politiques et commerciales prises dans des pays étrangers et approuvées par le gouvernement colombien, et sources du conflit armé qui déchire le pays depuis 50 ans.

La Colombie demeure le pays le plus dangereux qui soit pour les syndicalistes et les militants de la société civile. La Colombie n'est dotée d'aucun cadre légal réel permettant la libre négociation collective. En conséquence, plus de 95 pour cent de la main-d'œuvre du secteur public ne jouit d'aucun droit de convention collective applicable.

À notre avis, l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, qui ne peut susciter que le contraire de l'espoir pour la majorité des 45 millions de Colombiens, ne doit pas être mis en œuvre. »

NOMADESC et le SCFP appuient les travailleurs de la canne à sucre colombiens

Le Fonds pour la justice mondiale et le SCFP-C.-B. appuient le travail de NOMADESC, basé à Cali, en Colombie, depuis 2001. NOMADESC veut promouvoir et défendre les droits de la personne et du travail parmi les membres des syndicats et au sein de la communauté, en luttant particulièrement contre la privatisation des services publics.

À l'heure actuelle, NOMADESC travaille avec les diplômés du programme de droits de la personne d'un réseau de la région sud-ouest de la Colombie formé de leaders du mouvement syndical, de communautés autochtones, de communautés afro-colombiennes, de groupes d'étudiants, de groupes de droits de la personne, d'organisations de femmes et d'autres.

En 2008, NOMADESC a appuyé deux grandes initiatives pour la paix et la justice en Colombie : la grève des travailleurs de la canne à sucre et une

minga populaire pour obliger le gouvernement à respecter les droits des peuples autochtones. La *minga*, coutume ancestrale des peuples autochtones des Andes, est un effort collectif entrepris pour atteindre un but commun.

Paul Moist, président national du SCFP, et Barbara Wood, personne-ressource de CoDevelopment Canada, ont rencontré quatre dirigeants du tout nouveau syndicat des travailleurs de la canne à sucre pendant leur séjour en Colombie, en juillet dernier. Les travailleurs de la canne à sucre avaient d'importants obstacles à franchir avant de pouvoir se syndiquer. Comme dans d'autres secteurs de l'économie, les travailleurs colombiens de la canne à sucre devaient se joindre à des coopératives de travail pour obtenir de l'emploi. Considérées par beaucoup comme une stratégie du gouvernement pour briser le mouvement syndical et contourner les protections prévues dans le code du travail, les coopératives de travail rendent la syndicalisation extrêmement difficile.



Rencontre avec les leaders syndicaux des coupeurs de canne à sucre près de Cali, en Colombie.

Changer les choses grâce au Fonds pour la justice mondiale

Comme le montre son engagement en Colombie, le SCFP a choisi d'élever la voix pour appuyer les travailleurs et les militants du monde et dénoncer les gouvernements qui violent les droits de la personne. Nous sommes très fiers d'avoir commencé à offrir notre appui à nos consœurs et confrères des Philippines et de la Birmanie en 2008.

Les droits de la personne aux Philippines : un échange de solidarité entre travailleurs

Les travailleurs du secteur public des Philippines sont aux premières lignes de la lutte contre la privatisation des services publics. Mais aux Philippines, cette lutte expose les militants syndicaux à la répression politique, aux menaces et même aux enlèvements et aux assassinats. Dans son rapport annuel de 2008 sur les violations des droits syndicaux, la Confédération syndicale internationale affirme que « les Philippines se classent parmi les pires délinquants au chapitre des meurtres, des enlèvements, des arrestations et de l'emprisonnement de syndicalistes ».

Avec l'aide du Fonds pour la justice mondiale du SCFP national, la section locale 4600 de l'Université Carleton et son partenaire communautaire, le Comité ontarien pour les droits de la personne aux Philippines, ont renforcé leurs liens d'appui et de solidarité avec la Confédération for Unity, Recognition and Advancement of Government Employees (COURAGE) et la Alliance of Concerned Teachers-Philippines (ACT). En mai 2008, des travailleurs philippins sont venus au Canada pour y rencontrer des membres du SCFP de tout le pays. De leur côté, des membres du SCFP préparent une tournée aux Philippines.



Le but de ce projet est d'établir un partenariat continu et durable tant avec l'ACT qu'avec COURAGE, en partageant des idées et en menant ensemble des campagnes qui toucheront les travailleurs du secteur public à l'échelle mondiale. Ces liens aideront à dénoncer les menaces qui pèsent sur ces organisations parce qu'elles luttent pour les droits des travailleurs.



Manifestation contre la privatisation des services publics et l'antisindicalisme aux Philippines.



Kelly Scarrow (CUSO-VSO), avec des membres du Projet vidéo sur les enjeux birmans.

Développement des capacités des défenseurs des droits de la personne de Birmanie

Une succession de dictatures dirige la Birmanie depuis 1962, ce qui a contribué à en faire l'un des pays les plus pauvres d'Asie. L'actuelle dictature s'est rendue coupable de violations généralisées des droits de la personne et du déplacement de centaines de milliers de personnes, surtout des membres de minorités ethniques. On estime qu'il y a 130 000 réfugiés enregistrés et 1 350 000 migrants sans papiers en Thaïlande, et 500 000 personnes déplacées dans la région est de la Birmanie, dont certaines croupissent dans des camps de réfugiés depuis plus de 20 ans.

Les minorités ethniques ont réagi en se regroupant en organisations communautaires, dont les bases se trouvent dans le nord de la Thaïlande. Le SCFP, en collaboration avec CUSO-VSO, appuie un projet visant à rassembler huit de ces organisations pour leur offrir de la formation et du mentorat qui leur permettront d'accroître leur capacité à défendre les droits des réfugiés birmans, des migrants illégaux et des personnes déplacées à l'intérieur de la Birmanie. Les ateliers et la formation seront offerts par l'entremise de l'Institut d'éducation en droits de la personne de

Birmanie (Human Rights Education Institute of Burma ou HREIB), une organisation sans but lucratif basée en Thaïlande. Les membres de ces huit organisations pourront élaborer des stratégies de défense des droits et approfondir leur compréhension des droits de la personne et du droit international. Ils développeront aussi leurs compétences en recherche et en documentation, ainsi qu'en lobbying.

Que viva Cuba! Visite de solidarité à Cuba

Le Syndicat national des travailleurs de l'administration publique (SNTAP) a tenu son 9^e Congrès national à La Havane, du 3 au 5 décembre 2008. Le SNTAP représente 64 000 travailleurs des ministères fédéraux cubains, de l'énergie publique, des tribunaux et du secteur bancaire. Des centaines de ces travailleurs ont suivi des cours avec l'appui du SCFP. Pour la première fois, des dirigeants du SCFP – le président national Paul Moist, le secrétaire-trésorier national Claude Généreux, le président du SCFP-C.-B. Barry O'Neill et la présidente du SCFP-Québec Lucie Levasseur – ont été invités à participer à la rencontre.

Dès le premier projet de formation de délégués syndicaux offert par le SCFP-C.-B., il y a plus d'une décennie, le SCFP national

a compris l'importance de l'appui accordé à nos consœurs et confrères cubains et l'entreprise a rapidement pris de l'ampleur grâce au financement du Fonds pour la justice mondiale du SCFP national.

Dans ses vœux de solidarité, le confrère Moist a parlé de la fermeture de la prison militaire de Guantanamo Bay, de la libération des « Cinq Cubains » et de la fin de l'embargo économique de Cuba imposé par les États-Unis, en plus de louer la force du peuple cubain. Les plus de 300 travailleurs rassemblés au centre des congrès à l'extérieur de La Havane se sont levés à plusieurs reprises pour applaudir ses propos de solidarité.

Radio Libertad, Guatemala

La station de radio communautaire *Radio Libertad* est dirigée par un groupe de jeunes d'une communauté paysanne de l'État de Petén, au nord du Guatemala. En 2008, *Radio Libertad* a participé à d'importantes activités, tant nationales qu'internationales.

Radio Libertad était le seul groupe médiatique indépendant à couvrir la 3^e Rencontre nationale des personnes touchées et menacées par les barrages hydroélectriques, tenue à La Taña, Quiché, au Guatemala, du 22 au 24 avril 2008. Un émetteur FM avait été installé pour assurer la couverture en direct de l'événement et permettre aux gens de la région d'entendre les discussions et les débats sur les barrages hydroélectriques et les projets de développement durable.

Le Fonds pour la justice mondiale du SCFP national a aidé *Radio Libertad* à élargir sa diffusion, à mettre son matériel à niveau et à améliorer le système électrique du studio de radio. Le groupe est maintenant presque prêt à reprendre sa programmation complète.



Les dirigeants du SCFP au congrès du SNTAP.

Solidarité avec les travailleuses des maquilas d'Amérique centrale

Au Nicaragua, le Fonds pour la justice mondiale du SCFP national et le SCFP-C.-B. continuent à soutenir l'important travail de défense des droits des travailleuses des *maquilas*, en collaboration avec le Mouvement Maria Elena Cuadra des travailleuses et des sans-emploi. Le Centre de médiation et de résolution de conflits a offert des conseils juridiques pour traiter 730 cas individuels de violations des droits de la personne. En outre, le Centre a pu résoudre deux cas de droits du travail collectifs, ce qui a aidé 3 307 personnes. Des ateliers sur les droits juridiques ont aussi été offerts aux travailleuses de la région de Managua.

Le Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH), avec l'aide du Fonds pour la justice mondiale du SCFP national, a appuyé plusieurs projets en Amérique centrale :

- À San Pedro Sula, le Collectif des femmes honduriennes (CODEMUH) a poursuivi son travail direct sur la santé des travailleuses des *maquilas*, en plus d'organiser une grande campagne d'éducation. De plus, CODEMUH a élaboré une proposition de réforme du code du travail du Honduras. Après de nombreuses réunions dirigées par les travailleuses

elles-mêmes, un membre du Congrès national a officiellement présenté les projets de réforme en mars, avec 35 signatures d'appui d'autres représentants du Congrès.

- Le travail du Réseau des femmes centraméricaines en solidarité avec les travailleuses des *maquilas* porte sur les droits des femmes et du travail dans la région. Grâce aux efforts du Réseau, les femmes sont mieux en mesure de communiquer des problèmes régionaux à des collègues de leurs communautés, de comprendre l'importance d'une organisation qui défend leurs droits et d'influencer le processus décisionnel démocratique à partir de la base.

Les travailleurs municipaux d'Afrique du Sud syndiquent les travailleurs privatisés

Les dirigeants du Syndicat des travailleurs municipaux d'Afrique du Sud (SAMWU) ont dû jongler avec le problème de la syndicalisation des travailleurs dans des services qui ont été privatisés. Un projet, co-commandité par le SFCP, a porté sur les travailleuses marginalisées occupant des emplois mal payés, comme le nettoyage des rues.

La syndicalisation des travailleurs des services municipaux privatisés est un immense

défi pour le mouvement syndical sud-africain. Le taux de chômage officiel se situe autour de 40 pour cent et on estime à un million le nombre de personnes employées par l'entremise d'un système de courtage de main-d'œuvre. Les courtiers en main-d'œuvre sont des entreprises qui recrutent des travailleurs et les envoient aux entrepreneurs privés. Parfois, les travailleurs passent par plus d'un courtier, ce qui rend extrêmement difficile l'identification du véritable employeur.

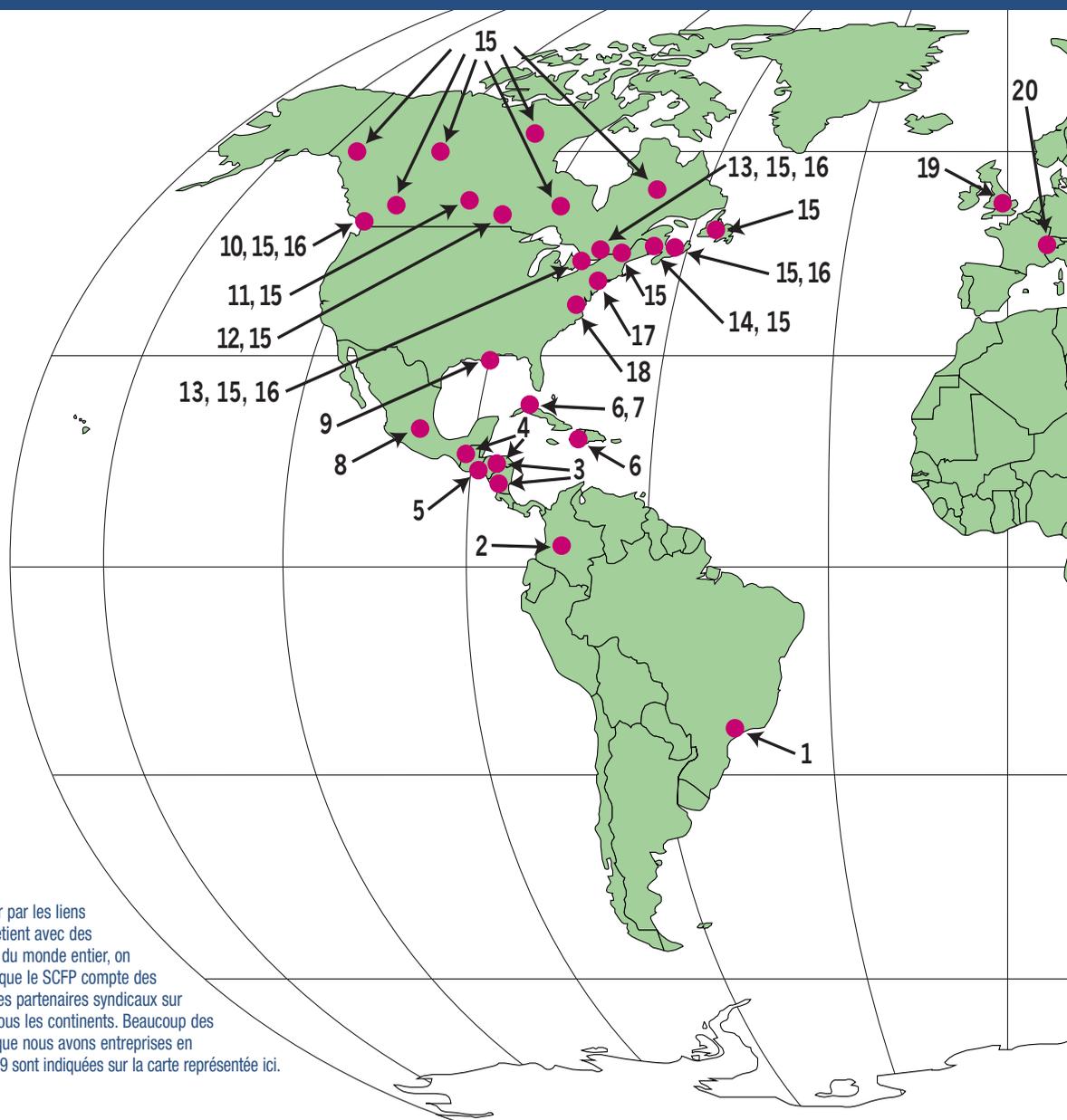
Malgré ces importants défis, les militants du SAMWU sont bien décidés à protéger les travailleurs et à rapatrier les services dans le giron des municipalités. En mars 2009, Rhonda Spence, agente de solidarité internationale du SFCP national, s'est jointe aux militants du SAMWU et, pendant trois jours, ils ont mis au point des plans d'organisation détaillés et pratiques. Dans certaines provinces, les organisateurs ont déjà réussi des percées – les travailleurs sous-traités adhèrent au syndicat et, parfois, le travail est rapatrié à l'interne.

Les membres du SFCP surveilleront de près la campagne du SAMWU pour savoir ce qui est efficace et ce qui ne l'est pas et profiter des leçons apprises par nos consœurs et confrères sud-africains pour les appliquer à notre situation au Canada.



Des membres du SAMWU planifient leur campagne de syndicalisation des travailleurs privatisés.

Carte du monde de la solidarité du SCFP



À en juger par les liens qu'il entretient avec des syndicats du monde entier, on peut dire que le SCFP compte des amis et des partenaires syndicaux sur presque tous les continents. Beaucoup des activités que nous avons entreprises en 2008-2009 sont indiquées sur la carte représentée ici.

Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes

1. Brésil : réunion du secteur de la santé interaméricain de l'ISP
2. Colombie : tournée des dirigeants, appui à la grève des travailleurs de la canne à sucre
3. Amérique centrale : appui aux travailleuses des maquilas
4. Guatemala et Honduras : soutien à Radio Libertad
5. Salvador : contribution au fonds de secours pour les droits de la personne
6. Haïti et Cuba : dons pour les victimes de l'ouragan
7. Cuba : vœux de solidarité au congrès du SNTAP

Amérique du Nord

8. Mexique : opposition à la privatisation des sociétés pétrolières étatiques et à l'ALÉNA, conférence internationale sur le sida, rencontre trinationale sur l'énergie, appui aux travailleuses des maquilas

9. Nouvelle-Orléans : élaboration de stratégies contre le PSP et l'ALÉNA

10. C.-B. : appui au travail de solidarité internationale en Colombie, en Amérique centrale et à Cuba

11. Sask. : soutien aux partenariats en Colombie

12. Man. : campagne de financement pour le sida en Afrique

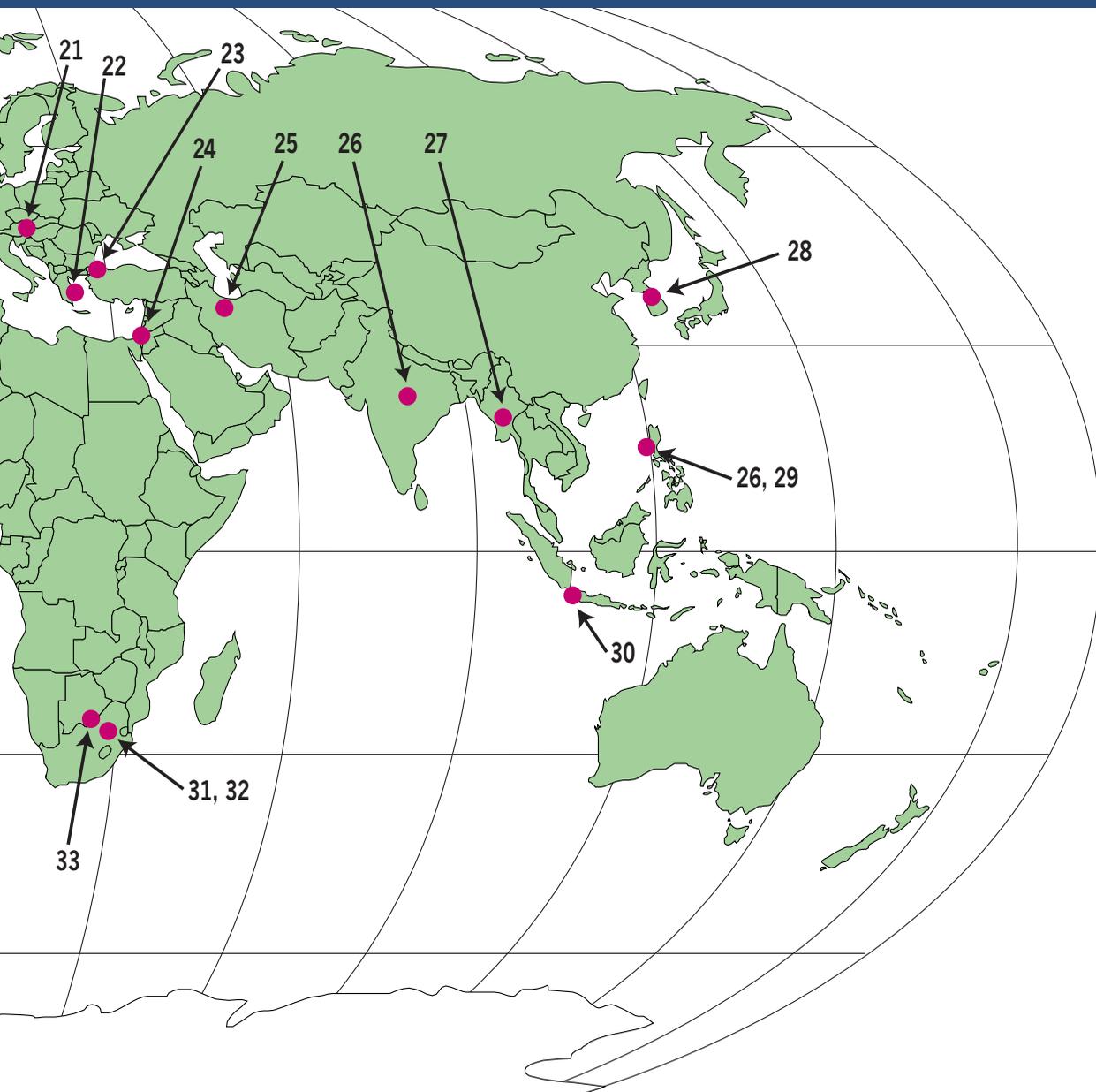
13. Ont. : visite du leader syndical haïtien Paul « Loulou » Chéry, pour soutenir le travail de solidarité internationale en Palestine, au Sri Lanka, au Venezuela et en Bolivie

14. N.-B. : visite de Jesus Brodero, du Syndicat des mineurs colombiens

15. À l'échelle du pays : campagne contre l'Accord de libre-échange Canada-Colombie

16. À l'échelle du pays : tournée d'information de Maria Fernanda Bolaños

17. New York : participation aux discussions sur le sida de la Commission de l'ONU sur la condition des femmes



18. Washington, DC : conférence sur les bons emplois verts

Europe

- 19. R.-U. : appui aux membres en grève de UNISON
- 20. Suisse : forum de l'ISP sur les régimes de retraite, conférence de l'ONU sur l'examen de Durban, rencontre sur le transport
- 21. Autriche : conférence de l'ILGA
- 22. Grèce : congrès de l'Internationale socialiste
- 23. Turquie : Forum mondial de l'eau

Moyen-Orient et Asie

- 24. Gaza : aide d'urgence aux Palestiniens
- 25. Iran : dénonciation des sentences de coups de fouet et d'emprisonnement injuste imposées aux syndicalistes

- 26. Inde et Philippines : appui au Réseau de solidarité *maquilas*
- 27. Birmanie : formation et mentorat de militants qui travaillent avec des membres de minorités ethniques déplacées
- 28. Corée du Sud : dénonciation de la répression contre la Fédération des syndicats de Corée
- 29. Philippines : partenariat avec les employés du gouvernement et les enseignants
- 30. Indonésie : dénonciation du traitement infligé aux travailleurs en grève des services dans les aéroports

Afrique

- 31. Afrique du Sud : projet de syndicalisation des travailleurs privatisés
- 32. Afrique du Sud : soutien aux grévistes du SAMWU
- 33. Botswana : formation en évaluation des emplois et en pratiques de rémunération juste et équitable

Travailler ensemble à l'édification d'un mouvement international

Le SCFP sait que les rencontres avec des militants syndicaux et sociaux d'autres pays sont essentielles à l'édification d'un mouvement mondial pour la justice sociale. Face à face, nous apprenons les uns des autres et nous consolidons notre volonté et notre capacité collectives à changer les choses pour le mieux.

Forum mondial de l'eau

En mars 2009, le SCFP s'est joint à des syndicalistes et militants du monde entier pour s'opposer au 5^e Forum mondial de l'eau, tenu à Istanbul, en Turquie. Le Forum, une foire commerciale pour les privatiseurs de l'eau, est organisé par le Conseil mondial de l'eau, qui n'est pas élu et qui n'a pas de comptes à rendre à la population. Les droits d'inscription élevés et un ordre du jour étroitement contrôlé, sans parler de la répression des manifestants par la police turque, ont, à toutes fins utiles, réussi à étouffer la voix des gens de la base.

Malgré ces défis, l'Internationale des services publics (ISP) a pu envoyer une délégation de plus de 50 membres au Forum pour faire valoir le point de vue des travailleurs et de la société civile. Kevin Rebeck, président du SCFP-Manitoba, Kim Manton, militante pour l'eau publique de Victoria et membre de la section locale 1978 du SCFP, et Rhonda Spence et Karin Jordan, représentantes du SCFP national, faisaient partie de la délégation de l'ISP.



Des leaders prennent la parole au Forum populaire de l'eau.

Comme membre de la délégation de l'ISP, le SCFP a aidé à dénoncer les objectifs de privatisation du Forum et a ajouté la voix du mouvement syndical canadien à celles qui réclamaient que les politiques sur l'eau soient décidées dans un cadre transparent, ouvert et participatif. Les représentants du SCFP sont intervenus selon les besoins de la délégation de l'ISP et de la communauté des ONG et ont offert des services d'animation, de relations avec les médias, de logistique et d'autres.

Avec le Conseil des Canadiens et l'Institut Polaris, notre syndicat a aussi contribué à faire comprendre aux représentants du gouvernement canadien au Forum de reconnaître le droit à l'eau dans la déclaration ministérielle du Forum et de prendre des décisions mondiales en fonction du cadre de travail des Nations Unies.

Le SCFP a collaboré étroitement avec les défenseurs de l'eau publique pendant la semaine. Ses délégués ont assisté aux séances de stratégies tenues chaque soir. Ils ont aidé à planifier et à réaliser une activité parallèle très réussie, le Forum populaire de l'eau, où l'on présentait des exemples de structures de gouvernance de l'eau efficaces, publiques et gérées par la collectivité et des techniques autochtones locales de conservation de l'eau. D'autres solutions de rechange à petite échelle, à faible technologie et publiques ont été présentées comme alternatives aux politiques promues par le Forum mondial de l'eau. Le Forum populaire de l'eau a adopté une déclaration réclamant le droit de tous à des services d'eau et d'assainissement publics.

Au cours de la semaine, les travailleurs ont discuté entre eux de la montée des partenariats public-public, dans le cadre desquels les sociétés de services et les travailleurs partagent leurs ressources et leur savoir-faire, d'une ville à une autre ou d'un continent à un autre, comme modèle d'avenir pour l'eau publique.



Kim Manton (section locale 1978, à droite) et Rhonda Spence (SCFP national) se joignent aux manifestants au Forum mondial de l'eau.

Après une semaine bien remplie passée tant au Forum officiel qu'à de nombreuses activités parallèles, le SCFP a consolidé et approfondi ses liens avec le mouvement mondial pour l'eau publique. L'événement a pris fin sur une note encourageante pour les militants lorsque plus de 20 pays ont contesté la déclaration ministérielle du Forum mondial de l'eau en signant une contre-déclaration qui affirmait que l'eau est un droit fondamental.

Partager l'expérience et l'information

- **Le SCFP se joint au Sommet populaire de la Nouvelle-Orléans** : Une délégation du SCFP formée de Brian Koski (section locale 38), Catherine Bert (section locale 4250), Pauline Niles (section locale 1), Claude Généreux (secrétaire-trésorier national) et Carol Proulx et Blair Redlin (membres du personnel) a participé au Sommet en avril 2008. Les représentants du SCFP y ont soutenu que l'élargissement de l'ALÉNA prévue dans l'entente du Partenariat pour la sécurité et la prospérité favoriserait le libre-échange et la militarisation dans l'ensemble du continent.
- **Vision des travailleurs pour la sécurité énergétique** : Le SCFP a participé à la 3^e Rencontre trinationale des travailleurs de l'énergie, à Mexico, du 16 au 18 mars 2009, avec des syndicats alliés des États-

Unis et du Mexique. Les membres de la délégation du SCFP étaient la travailleuse d'Hydro-Québec Catherine Bert (section locale 4250), la représentante du SCFP national Corina Crawley et Carleen Pickard du Conseil des Canadiens. La déclaration finale du Sommet a mis en lumière diverses préoccupations concernant l'ALÉNA, la privatisation de l'énergie, la protection de l'environnement, la nécessité de démocratiser davantage le mouvement syndical mexicain et les solutions proposées par les gouvernements canadien et mexicain à la crise économique.

- **Solidarité avec la Bolivie** : Le SCFP a aidé le Comité de solidarité avec la Bolivie à préparer sa mission de janvier 2009 en Bolivie pour observer et documenter le vote sur la nouvelle constitution, qui est un événement exceptionnel. Le projet était commandité par huit organisations, dont le SCFP national, le Comité de solidarité internationale du SCFP-Ontario et la section locale 4400 du SCFP. Le groupe a interviewé des citoyens ordinaires sur la nouvelle constitution, en plus de rencontrer d'importants représentants du gouvernement Morales, du Central Obrera Boliviana (la principale centrale syndicale de Bolivie, qui représente environ deux millions de travailleurs) et de la Confédération des peuples autochtones de Bolivie, entre autres.

Édification d'un but commun

• Rencontre du secteur de la santé interaméricain de l'Internationale des services publics

: Norma Robinson, de la section locale 1252 du SFCP, et Serge Lalonde, membre du personnel du SFCP national, ont assisté à la rencontre tenue en août 2008 à Sao Paulo, au Brésil. Des délégués de plusieurs pays des Amériques se sont réunis pour discuter de services publics de qualité, d'édification de réseaux régionaux, de violence au travail, de droits syndicaux dans le secteur de la santé et du problème de la migration des professionnels de la santé des pays pauvres vers des pays riches.

• XVII^e Conférence internationale sur le sida

: Gerry Lavallée (Comité national du triangle rose du SFCP, section locale 4092) et Roger Procyk (Conseil national des Autochtones du SFCP, section locale 2348) ont assisté à la conférence tenue à Mexico en août 2008. Ils y ont rencontré des professionnels médicaux, des travailleurs de la santé communautaire et des militants pour discuter des défis à relever dans le dossier du sida dans le monde.

• Conférence internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexe

: Kathy MacDonald (Comité national du triangle rose du SFCP, section locale 2343) et Gary Day (membre du personnel du SFCP national) ont participé à la conférence tenue en novembre 2008, à Vienne. Les délégués ont fait progresser l'adhésion internationale en créant une entité internationale, en plus d'établir un secrétariat trans.

• Forum de l'ISP sur les régimes de retraite

: Judy Henley (Comité consultatif national du SFCP sur les régimes de retraite, section locale 4980) et Gary Johnson (membre du personnel du SFCP national) ont rencontré d'autres militants des régimes de retraite de l'ISP à Genève, en novembre 2008. Les délégués ont élaboré un plan de travail détaillé pour l'ISP : soutien mondial et régional pour aider les affiliés à améliorer les régimes de retraite, programme d'éducation pour les fiduciaires et les administrateurs des conseils des caisses de retraites et moyens

que peuvent prendre les syndicats affiliés pour améliorer les régimes de retraite dans leurs propres pays.

• **Good Jobs, Green Jobs** (Bons emplois verts) : Robert Coelho (Comité national de l'environnement du SFCP, section locale 3904) a assisté à une conférence sur les emplois verts à laquelle les délégués ont élaboré des politiques sur les emplois verts et formé des alliances. La conférence, tenue en février 2009 à Washington DC, a rassemblé plus de 2 500 participants membres d'organisations syndicales et de groupes d'affaires, universitaires et membres de groupes de défense de l'environnement et de la justice sociale.

• Conférence de l'ONU d'examen de Durban

: Yolanda McClean (section locale 4400) et Brian Barron (section locale 500), vice-présidents de la diversité au Conseil exécutif national, et Harminder Magon, conseiller à l'égalité du SFCP, étaient membres d'une grande délégation syndicale internationale à la conférence de Genève, tenue en avril 2009. Le mouvement syndical a demandé aux États membres d'utiliser la campagne sur le travail décent comme outil pour combattre toutes les formes de discrimination. Le confrère Barron s'est adressé à la Commission des droits de l'homme de l'ONU et a parlé avec éloquence de la situation des Premières Nations au Canada. La déclaration syndicale finale soulignait le fait que certains groupes vulnérables n'avaient pas reçu suffisamment d'attention, en particulier ceux qui font l'objet de discrimination à cause de leur caste ou de leur orientation sexuelle ou parce qu'elles sont des femmes.



Catherine Bert (section locale 4250) parle d'énergie publique à Mexico.

Solidarité = Action

Les membres du SCFP agissent en temps de crise. La longue liste de dons et de lettres de solidarité et de protestation envoyés par les sections locales, les divisions provinciales et le SCFP national donne une bonne idée de la générosité des membres du SCFP.

- **Aide d'urgence pour les Palestiniens à Gaza** : Le SCFP national a donné 10 000 \$ en réponse à l'appel de la Confédération syndicale internationale pour fournir une aide d'urgence – fournitures médicales et autres nécessités – aux Palestiniens de Gaza. L'aide a été envoyée par l'entremise de la Fédération internationale des ouvriers du transport, en collaboration avec la Fédération des syndicats palestiniens.
- **Lutte contre le sida en Afrique** : En octobre, le Comité pour la justice mondiale du SCFP-Manitoba a organisé, avec des groupes communautaires comme les Amis de l'Ouganda, un dîner pour 400 personnes. Les fonds recueillis serviront à lutter contre le sida en Afrique, grâce à la Fondation Stephen-Lewis, à laquelle contribuent régulièrement les divisions provinciales et le syndicat national du SCFP.
- **Aide aux victimes des ouragans à Haïti et à Cuba** : Au début de septembre 2008, les îles de Cuba et d'Haïti ont été frappées par deux ouragans de catégorie 4 qui ont semé la misère. Le SCFP national a contribué 15 000 \$ par l'entremise d'Oxfam-Québec pour les efforts de secours en Haïti et 15 000 \$ par l'entremise de CoDevelopment Canada en réponse à son appel pour notre syndicat affilié à Cuba, le Syndicat national des

travailleurs de l'administration publique (SNTAP).

- **Condamnation d'assassinats en Égypte** : Dans une lettre adressée au président d'Égypte en avril 2008, le SCFP a condamné les assassinats perpétrés par la police ainsi que les arrestations des travailleurs du textile en grève à une grande usine de El-Mahalla dans le delta du Nil. Le SCFP a demandé au président Hosni Mubarak de faire cesser les attaques contre les citoyens et les travailleurs, de relâcher les prisonniers politiques et de « garantir le droit démocratique des citoyens de se rassembler, de faire la grève et de protester ».
- **Soutien à la grève en Afrique du Sud** : En mai 2008, le SCFP a fait parvenir un solide message de soutien aux travailleurs en grève de Lesedi, en Afrique du Sud. Les 300 travailleurs, membres du South African Municipal Workers' Union (SAMWU), ont fait l'objet de violence dans le cadre de la grève de trois mois qu'ils ont menée pour des salaires équitables.



ISP



Internationale des Services Publics

Des Services Publics de Qualité pour Tous!

www.world-psi.org

- **Reconnaissance de la Journée des services publics dans le monde** : Le SCFP s'est joint à Oxfam International, à l'Internationale de l'éducation et à l'Internationale des services publics pour souligner la Journée des services publics, le 23 juin 2008. Les organisations ont demandé aux leaders mondiaux de trouver les fonds nécessaires pour engager les dizaines de millions de travailleurs de la santé et d'enseignants qu'il faut pour offrir des services de santé et d'éducation de qualité pour tous.



- **Solidarité avec les grévistes de UNISON** : Le SCFP a envoyé un message d'appui et de solidarité à des travailleurs municipaux qui ont déclenché la grève les 16 et 17 juillet 2008 en Angleterre,

au Pays de Galles et en Irlande du Nord. Le moyen de pression a été entrepris par 600 000 travailleurs sociaux, bibliothécaires, travailleurs des cafétérias scolaires, éboueurs, évaluateurs et aides-enseignants.

- **Réaction des dirigeants du SCFP aux sentences de coups de fouet imposées en Iran** : Après avoir appris que des syndicalistes iraniens avaient été condamnés à recevoir des coups de fouet et à purger des sentences d'emprisonnement injustes, le SCFP a de nouveau écrit au président d'Iran en août 2008. « Ces arrestations et autres sanctions sont des attaques contre les travailleurs du monde entier, peut-on lire dans la lettre. Nous vous demandons instamment d'annuler toutes les accusations et sentences contre les militants syndicaux en Iran. » La lettre demande aussi la libération de Mansour Osanloo, président du syndicat des chauffeurs d'autobus, qui purge une sentence de cinq ans depuis juillet 2007 pour son militantisme syndical.
- **Protestation contre l'arrestation de syndicalistes par le gouvernement Sud-Coréen** : Les dirigeants du SCFP national ont écrit au président de la Corée du Sud et au commissaire de police le 7 août 2008 pour protester contre les mandats d'arrêt émis à l'encontre les principaux dirigeants de la Confédération des syndicats coréens et de leaders de syndicats affiliés. Le crime de ces leaders syndicaux aurait été d'appeler à la grève générale au début de juillet.

Au pays

Les membres du SCFP savent que le travail de solidarité internationale se fait aussi au Canada. Ici même, nous édifions la solidarité, que ce soit en votant en faveur d'une contribution au Fonds pour la justice mondiale, en apprenant de nos consœurs et confrères des pays en développement ou en faisant pression sur notre propre gouvernement pour que s'améliore notre présence sur la scène internationale.

Sur le front national

- **Partenaires dans la solidarité** : Le SCFP national a remis des dons à deux de ses partenaires, CoDev Canada et Oxfam. CoDev a investi les 100 000 \$ et consacrera l'intérêt annuel au financement d'une campagne de défense des services publics entreprise par l'un de ses partenaires du tiers monde. Oxfam utilisera la somme de 83 240 \$ pour continuer à promouvoir l'accès des femmes aux services publics, à l'eau, aux soins de santé et à l'éducation.

- **Campagne « L'empreinte du changement »** : La campagne conjointe du SCFP avec Oxfam, intitulée « L'empreinte du changement », a attiré l'attention sur les changements climatiques, la



plus grande menace qui soit pour le développement humain et dont les principales victimes sont les plus pauvres du monde, en majorité des femmes. Si la température du monde augmente de 3°C, la famine menacera jusqu'à 600 millions personnes de plus, et les pénuries d'eau pourraient toucher jusqu'à quatre milliards d'êtres humains. Aux congrès des divisions du SCFP, les visiteurs au stand de la Justice mondiale ont envoyé des messages aux élus canadiens pour leur faire savoir qu'ils feraient leur part individuellement et qu'ils s'attendaient à ce que le gouvernement en



Jesus Brodero, dirigeant du Syndicat des mineurs de Colombie, en compagnie de Daniel Légère (à gauche), président du SCFP-N.-B., et de Michel Boudreau (à droite), président de la Fédération du travail du N.-B.

- **Rencontre d'un leader syndical haïtien avec des militants du SCFP** : Les membres de la section locale 4600 (AE de l'Université Carleton et instructeurs occasionnels) ont rencontré le leader syndical haïtien Paul « Loulou » Chéry à Ottawa, en juin 2008. Ils ont discuté des défis de la reconstruction d'un mouvement syndical dans une économie où le chômage s'élève à 70 pour cent. M. Chéry a aussi rencontré des membres du SCFP à l'assemblée générale du Congrès du travail du Canada tenue à Toronto, en mai 2008.
- **Le SCFP discute d'enjeux mondiaux au CTC** : La question de la justice dans le monde a tenu une place importante à la 25^e Assemblée générale du Congrès du travail du Canada à Toronto, en mai 2008. Des résolutions du SCFP y ont été débattues, notamment sur la fin de la guerre en Afghanistan, l'arrêt des négociations sur le libre-échange avec la Colombie, la lutte contre les violations des droits de la personne aux Philippines, la libération des « Cinq Cubains » et les investissements des caisses de retraite canadiennes qui aident la junte militaire birmane à se maintenir au pouvoir.



Des membres du Comité pour la justice mondiale du SCFP-Manitoba en compagnie de consœurs et confrères du FENTAP à Lima, au Pérou.

Dans les provinces

- **Le nombre de comités pour la justice mondiale augmente** : Le SCFP-Québec, le SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador et le SCFP-Nouveau-Brunswick ont chacun voté en faveur de la création d'un nouveau comité permanent sur la justice mondiale à leurs congrès annuels.
- **Le SCFP-N.-B. dit « non » au libre-échange avec la Colombie** : En novembre 2008, le SCFP-Nouveau-Brunswick a accueilli Jesus Brochero, du Syndicat national des mineurs de la Colombie, pour la campagne contre l'Accord de libre-échange Canada-Colombie.
- **L'Î.-P.-É. met l'accent sur l'éducation** : Le Comité pour la justice mondiale de l'Î.-P.-É. est actif et s'est consacré à la sensibilisation aux enjeux internationaux en organisant le visionnement de plusieurs films. La semaine du développement international a porté sur le Mexique et

la Journée mondiale de l'eau a été soulignée par la présentation du film *Flow*.

- **Ensemble pour sauver le monde** : Les quatre membres du Comité national pour la justice mondiale des régions de l'Atlantique et des Maritimes demandent que leurs organisations provinciales se joignent au Conseil atlantique pour la coopération internationale, un groupe de coordination d'organisations travaillant pour la justice dans le monde.
- **Le SCFP-Ontario est actif dans le monde entier** : Le Comité de solidarité internationale de l'Ontario a accordé un soutien actif à plusieurs campagnes cette année, notamment l'Initiative de paix Palestine-Israël avec les Voix juives indépendantes (Canada) et l'Initiative de paix et de solidarité au Sri Lanka avec l'Alliance canadienne pour la paix. Le Comité a aussi organisé des activités communautaires pour soutenir les mouvements sociaux vénézuéliens et boliviens.

• **Le Manitoba crée des liens au Pérou :**

En 2008, plusieurs membres du Comité pour la justice mondiale du SCFP-Manitoba – Dave Brown (section locale 1063), Diana Ludwick (section locale 2348), Zeeba Loxley (section locale 2348, retraitée), Sue Roth (section locale 1063) et Zully Trujillo (section locale 2153) – se sont rendus au Pérou, où ils ont rencontré des représentants du FENTAP, qui lutte avec succès contre la privatisation des systèmes d'eau municipaux et qui forme des coalitions pour promouvoir l'accès à une eau salubre pour tous.

• **Soutien du Manitoba au Fonds national**

national : Les délégués du 45^e Congrès de la division du SCFP-Manitoba tenu à Brandon, du 23 au 26 avril 2008, ont résolu « d'inviter toutes les sections locales à contribuer un cent par membre par jour (3,65 \$ par membre par année) » au Fonds national.

• **Partenariat Colombie-Saskatchewan :**

Les membres de la section locale 5111 du SCFP, Riverheights Lodge, régie régionale de la santé de Prairie North, ont donné 1 000 \$ pour appuyer le travail de NOMADESC en Colombie. Ils incitent d'autres sections locales de la Saskatchewan à en faire autant.

• **Une voix pour les travailleurs migrants en Alberta :**

Un grand nombre de travailleurs étrangers temporaires ont été amenés en Alberta pour travailler dans le secteur de l'énergie, et le SCFP-Alberta a pris la défense de ces travailleurs migrants. Au congrès de l'Alberta de mars 2009, les délégués ont recueilli près de 1 000 \$ pour le Fonds pour la justice mondiale. Merci à Marle Roberts de la section locale 46 à Medicine Hat, qui a donné la moitié de ses gains du tirage 50/50.



• **Poursuite des efforts de solidarité en Colombie-Britannique :**

Le SCFP-C.-B. et le SEH jouent depuis longtemps un rôle actif dans le travail de solidarité internationale, notamment avec NOMADESC en Colombie, MEC au Nicaragua, CODEMUH au Honduras et SNTAP à Cuba, ainsi qu'avec le Réseau des *maquilas* d'Amérique centrale.



Merci à Fred Muzin, président à la retraite du SHE, qui a agi pendant 15 ans comme liaison du Comité exécutif national avec le Comité pour la justice mondiale.



MEC au Nicaragua

Justice et équité : Nous faisons partie d'une lutte mondiale

Les membres du SCFP ont relevé le défi de la lutte pour la justice sociale au pays et à l'étranger. Notre appui à la justice dans le monde et à la solidarité internationale se solidifie sans cesse. L'engagement des membres, des sections locales, des divisions provinciales et de notre syndicat national mérite d'être souligné. Nous avons fait preuve de créativité et de stratégie et nous avons récolté les fruits de cette approche. Les membres sont enthousiasmés par le travail et sont prêts à participer, que ce soit en agissant avec les consœurs et confères d'autres pays, en s'éduquant et en sensibilisant leurs communautés ou en contribuant au Fonds pour la justice mondiale.

Les années qui viennent seront sans doute difficiles. Les répercussions de la crise économique mondiale commenceront à se faire sentir dans les lieux de travail des membres du SCFP. Nous devons nous soutenir les uns les autres comme jamais auparavant afin d'assurer la protection des

services publics vitaux que nous fournissons. Et nous devons nous serrer les coudes si nos employeurs décident de trouver une solution rapide à leurs problèmes en s'attaquant aux gains que nous avons obtenus de haute lutte.

Lorsque nous sommes à la table de négociation pour améliorer la vie des membres du SCFP, nous savons que notre but est un monde meilleur pour tous. Lorsque nous nous tenons debout, nous ne le faisons pas seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour les travailleurs du reste du monde. L'importance que nous attachons aux services publics, à l'égalité et à l'équité dépasse l'intérêt individuel des membres du SCFP. Les problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales et ce sont les travailleuses et les travailleurs qui seront là pour faire la différence. Un secteur public fort s'inscrit dans cette solution et le SCFP continuera à jouer un rôle de premier plan au pays et sur la scène internationale pour la réaliser pleinement.



Le Comité national du SCFP pour la justice mondiale.

Les membres changent le monde

Les membres appuient le Fonds pour la justice mondiale

Les contributions financières du SCFP aux projets internationaux, administrées par son Fonds pour la justice mondiale, sont essentielles à notre travail de solidarité internationale. De nombreux membres du SCFP ont contribué au Fonds en 2008, montrant ainsi leur dévouement à la cause de la solidarité internationale et leur détermination à appuyer les efforts de nos consœurs et confrères des syndicats du monde entier. Nous remercions les donateurs suivants pour 2008 :

Les membres individuels du SCFP

Le personnel du SCFP

Section locale 374, Ville de Sidney, Victoria, C.-B.

Section locale 488, Hôpital régional Western Memorial, Corner Brook, T.-N.

Section locale 569, Ville de St-John's (cols bleus), St-John's, T.-N.

Section locale 709, Ville de Calgary (contremaîtres), Calgary, Alb.

Section locale 947, District scolaire de la grande région de Victoria n° 61 (cols blancs), Victoria, C.-B.

Section locale 974, Clinique communautaire de Saskatoon, Sask.

Section locale 1174, Service de police et de protection contre les incendies, Summerside et Kensington, Î.-P.-É.

Section locale 1480, conseil scolaire du district de Limestone, Kingston, Ont.

Section locale 1860, personnel de Université de l'Î.-P.-É., Charlottetown, Î.-P.-É.

Section locale 1870, Université de l'Î.-P.-É., Charlottetown, Î.-P.-É.

Section locale 1876, foyer communautaire Northside, North Sydney, N.-É.

Section locale 2019, Ville de Happy Valley-Goose Bay, T.-N.

Section locale 2033, district scolaire Eastern, Fortune, T.-N.

Section locale 2305, Association du logement communautaire Metro, Halifax, N.-É.

Section locale 2440, CUSO-VSO Canada

Section locale 2722, Oxfam Canada

Section locale 3008, Association Resi-Care Cap-Breton, Sydney, N.-É.

Section locale 3012, Conseil de la coopération internationale de Saskatchewan, Regina, Sask.

Section locale 3067, foyer communautaire New Dawn, Sydney, N.-É.

Section locale 3148, district scolaire n°3 Corner Brook-Deer Lake-St. Barbe, Corner Brook, T.-N.

Section locale 3479, North Island College, Courtenay, C.-B.

Section locale 3912, universités de Dalhousie St. Mary's et Mount St. Vincent, Halifax, N.-É.

Section locale 3963, centre de santé, Prince Albert, Sask.

Section locale 4150, conseil sanitaire régional Western, Kentville, N.-É.

Section locale 4557, KAIROS (Initiatives pour la justice œcuménique), Toronto, Ont.

Comité national pour la justice mondiale 2007–2009

Jeanne Clarke, Terre-Neuve-et-Labrador (section locale 1860); Barbara Moore, coprésidente, Nouvelle-Écosse (section locale 3912); Maciej (Matthew) Zawadski, Île-du-Prince-Édouard (section locale 1870); Marian White, Île-du-Prince-Édouard, CUSO-VSO (section locale 2440); Serge Landry, Nouveau-Brunswick (section locale 2079); Ginette Paul, Québec (section locale 2000); Claude Arsenault, Québec (section locale 2000); Edgar Godoy, Ontario (section locale 2191); Denise Hammond, Ontario (section locale 1281); Don Cockburn, Ontario, CUSO-VSO (section locale 2440);

Denyse Lambert, Manitoba (section locale 500); Vickie Angell-Scheler, Saskatchewan (section locale 5111); Darrell Symboluk, Alberta (section locale 941); Doug Sprenger, coprésident, Colombie-Britannique (section locale 951); Barbara Wood, Colombie-Britannique (section locale 1004); Miriam C. Palacios, Colombie-Britannique (section locale 2722); Carol Bunch (Syndicat des employés d'hôpitaux); Fred Muzin (Syndicat des employés d'hôpitaux); Ricardo Miranda (Division du transport aérien) Alberta; Ron Verzuh et Rhonda Spence (personnes-ressources).

SEPB 491



**Développer
la solidarité
internationale**

www.scfp.ca/justicemondiale